

PERSPECTIVES SOMBRES ?

A quelques niveaux que nous placions - politique ou syndical - il nous faut reconnaître que nous devons, depuis Evian, faire face à une démobilisation très nette. Les Meetings se font devant des salles clairsemées, les A,G ne réussissent pas à avoir le quorum. La raison en est très claire, la tension des deux premiers trimestres n'a guère permis la préparation des examens, et maintenant il ne reste que quelques jours.

Pendant un fait apparaît certain, c'est que rien n'est réglé et même, chez beaucoup, semble percer une pointe de mauvaise conscience.

Cette mauvaise conscience apparaît dans les récentes manifestations qui, à moins d'un mois des examens, ont réuni des centaines d'étudiants, que ce soit pour la libération des Anti-colonialistes emprisonnés, la régularisation de la situation juridique des prisonniers, le châtement des fascistes ultras, ou que ce soit, et cela est important, contre les représentations diplomatiques du régime Franquiste.

Cela est important car c'est le signe que les étudiants sont en prise directe sur les événements d'Espagne, qu'ils se rendent compte que cet abcès fasciste risque de gangrener toute l'Europe, que certains luttent pour que ce qui est vérité au-delà des Pyrénées soit aussi vérité en-deçà.

Cela est important car, ainsi que le soulignait la déclaration rédigée à l'issue de la "Rencontre internationale pour la liberté du peuple espagnol" à Rome

"C'est dans la mesure où il se produit quelque chose en Espagne que la gauche étrangère bougera ; mais c'est aussi dans la mesure où celle-ci sera active que les Espagnols seront encouragés à poursuivre leur action".

Cela est important car si nous ne comprenons pas cette situation dialectique, d'autres comptent bien l'exploiter, ce n'est pas par hasard si les fascistes romains ont distribué des tracts de "Nouvelle Europe" attaquant ceux qui "osaient venir à Rome insulter l'Espagne", et si les abords de la Conférence étaient couverts d'inscriptions "Vive l'OAS".

Cela est important car, dans moins de deux mois, l'Algérie sera indépendante et espérons que le F.L.N. saura régler mieux que nous les problèmes de police et de lutte contre l'O.A.S., cela veut dire que la lutte de celle-ci sera plus que jamais dirigée vers une prise du pouvoir en France.

Si, à ce moment, elle ne peut plus trouver en Espagne l'appui et l'exemple qu'elle y a trouvés jusqu'à présent, elle en sera affaiblie d'autant.

Le problème est donc clair.

Lutter contre l'O.A.S., c'est lutter pour l'Espagne.

Lutter pour l'Espagne, c'est lutter contre l'O.A.S.

A nous de jouer .

Asturias Si !

O.A.S. No !

PERSPECTIVES

ENTRETIEN AVEC SERGE MALLET

A la suite d'une discussion sur le XXII^o Congrès du PCUS - dont on a pu lire un écho dans le n^o2 de PERSPECTIVES - le groupe Philo avait décidé de convier, la semaine suivante, Serge Mallet à un échange de vue, sur l'article qu'il avait publié dans la Nef.

Outre les camarades du groupe, un bon nombre de sympathisants et d'inorganisés ont assisté à cette réunion, au cours de laquelle Mallet précisa certains points de son article et eut à répondre à de nombreuses questions aussi bien sur le XXII^o Congrès que sur l'avenir du PSU et du socialisme en France.

C'est sur le concept de "dictature du prolétariat" que devait d'abord se porter le débat. Pour Mallet, un tel concept cesse d'être un concept "opératoire", parce qu'il a été complètement faussé par la période stalinienne. Celle-ci, en effet, s'est voulue comme la première phase du passage au communisme, c'est-à-dire la phase du socialisme. Cette société socialiste sort tout droit, selon Marx (Cf. Critique du Programme de Gotha), de la société capitaliste, et n'a donc pas en elle-même ses propres bases. Si l'ensemble des moyens de production appartient à la collectivité, la distribution des produits du travail, dans cette société, se fait selon le principe : "A travail égal, salaire égal", ce qui, compte tenu de l'inégalité des qualités physiques et morales des individus, fait de ce droit égal un droit toujours bourgeois (un droit inégal, pour un travail inégal). De plus, dans cette phase, continuent d'exister les autres catégories bourgeoises : la monnaie, le salaire, l'Etat et l'administration. Au contraire, dans la société communiste, ces catégories disparaîtront et la distribution se fera selon le principe : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins". C'est cette société communiste que Kroutchev prétend réaliser d'ici vingt ans.

Or, ce projet serait théoriquement valable si le stalinisme avait été effectivement l'expression de la phase du socialisme. C'est cela justement que conteste Mallet. En choisissant la "voie du socialisme dans un seul pays" (contre Trotsky d'une part, contre Boukharine et la NEP léniniste de l'autre), Staline a fait assurer au parti bolchevik la tâche historique remplie ailleurs par le capitalisme de l'âge de fer. La terreur stalinienne

s'explique, par le fait que la Russie tsariste n'offrait pas les bases toutes faites qu'aurait fournies un pays capitaliste à forte industrialisation, et sur lesquelles se serait dès lors fondée la société socialiste, mais qu'il a fallu réaliser ces bases par une exploitation systématique, entre autre de la paysannerie, par le travail forcé sibérien, autrement dit il a fallu user de la contrainte qui caractérisa, dans les régimes bourgeois, la phase de l'accumulation primitive du capital.

Il y a donc eu un décalage entre les mots et les réalités. Le XXII^e congrès permet d'espérer que l'URSS a, en quelque sorte, fait sa révolution, et va maintenant s'engager dans la voie du socialisme. La notion d'"Etat du peuple entier" mise en avant, en cette occasion, n'est rien d'autre, en définitive, qu'une forme approchée de la dictature du prolétariat, dont la période stalinienne a dénaturé le contenu réel.

Le nouveau programme du PCUS permet, en effet, de le penser. Le projet de démocratisation des kolkhoses (par le renforcement et la formation des cadres, par le principe de la direction collective des affaires des kolkhoses, par la cession aux paysans kolkhoziens des stations de tracteurs, jusque là aux mains de potentats qui exerçaient de fait une tutelle politique, administrative et professionnelle) en témoigne. Mais, là encore, il faut remarquer que la démocratisation promise est fortement remise en question par des mesures prises récemment, signe que tout n'est pas encore réglé en Union Soviétique.

Tout cela permet de penser que l'URSS ne saurait servir d'exemple aux pays développés, comme ceux de l'Europe Occidentale (On rejoint donc ici la thèse du polycentrisme qu'a formulée le PCI). Pour le Tiers-Monde, constate Mallet, le problème, par contre, reste à l'ordre du jour.

C'est ici que le débat va véritablement s'animer. Certains camarades posent le problème de Cuba. Sans trop se prononcer, Mallet émet cependant certains doutes sur le caractère authentiquement socialiste de la révolution cubaine. Malgré les différences, le rapprochement avec l'Egypte ou la Guinée s'imposerait plutôt. Tous ces pays, en effet, tentent de passer de façon rapide d'un stade de pays agraire arriéré à un certain état d'industrialisation. Chacun à leur façon, ils tentent de jeter les bases qui, seulement une fois réalisées, permettront d'espérer le passage au socialisme.

Les conclusions de Mallet sur les voies de passage au socialisme dans les pays développés amènent d'autres camarades à poser le problème du socialisme en France, et des positions du P.S.U,

Tout d'abord, Mallet reconnaît volontiers qu'il n'est pas possible, à l'heure actuelle, de dire quand, exactement, le passage au socialisme s'effectuera, ni si ce sera sous une forme violente ou pacifique. Reprenant les thèmes du Front Socialiste, Mallet se prononce pour une union véritable, dans l'immédiat, des forces authentiquement socialistes. Certains secteurs marginaux, appelés à disparaître, n'ont pas à être soutenus, ni forcément combattus (ne pas nationaliser par exemple les coiffeurs, comme on l'a fait dans certaines démocraties populaires). Mallet est ainsi amené à analyser quelques caractéristiques de la société capitaliste française actuelle. En effet, le gaullisme n'est pas un phénomène accidentel, mais une forme d'organisation politique liée à une certaine structure socio-économique. Il est l'expression d'un divorce entre les couches sociales employées dans la production et le régime parlementaire. Le pouvoir, depuis la libération, s'est de plus en plus retiré du Parlement où, surtout, les secteurs rétrogrades s'exprimaient, pour s'appuyer sur les cadres techniques et remettre aux technocrates le soin de gérer les intérêts collectifs de la classe possédante. Le gaullisme apparaît donc comme l'expression politique du néo-capitalisme. Ce dernier, de son côté, a amené des modifications au sein de la structure de la classe ouvrière ("culture de masse", démocratie du téléspectateur ; intégration des ouvriers à l'entreprise, développement de la couche des techniciens, création d'un syndicalisme d'entreprise). Mais le néo-capitalisme n'est en fait qu'une fuite en avant par rapport aux contradictions du capitalisme lui-même. Ce qui lui permet de subsister, le néo-capitalisme l'emprunte en effet à la tradition socialiste (le rôle de l'Etat, les nationalisations, l'existence d'un plan en témoignent). A ce propos, un camarade a soulevé le problème de la participation des syndicats aux comités d'entreprise, ou aux commissions du plan. Pour lui, c'était jouer le jeu du néo capitalisme (intégration de la classe ouvrière) et pratiquer la collaboration de classe. Bien sûr, il ne s'agit pas de contester le problème qu'une telle participation pose, mais il semble bien qu'en définitive, ce ne soit pas là faire le jeu de la bourgeoisie. Une telle participation doit conserver essentiellement une signification propédeutique. Ainsi, dans les comités d'entreprises, les délégués ouvriers

pourront exercer un certain droit de contrôle sur la gestion (très relatif), arracher au patronat les oeuvres sociales, de toute manière s'exercer à la gestion des entreprises. Il en est de même du plan : c'est là, l'unique moyen de formation, surtout dans la mesure où une perspective de changement révolutionnaire n'apparaît pas dans l'immédiat*

Bref, on aurait tort de refuser les moyens qu'offre l'appareil bourgeois de s'initier aux méthodes de gestion, tout en restant bien entendu vigilant, c'est à dire en refusant d'oeuvrer à la collaboration de classe.

Voilà, trop hâtivement, rapportée, une discussion qui n'a pas cessé d'être intéressante, et qui a permis aux sympathisants présents de parfaire leur connaissance du PSU. On peut regretter que des camarades UEC invités n'aient pas eu la possibilité de venir. Il faudrait que de telles discussions aient lieu plus souvent et que ceux qui pensent avoir une analyse différente de ces problèmes à proposer sachent profiter de l'occasion et participer aux débats. C'est là l'exigence d'une réelle démocratie.

Le Groupe Philo.

DANS LES AMPHIS

Compte-Rendu : Assemblée Générale
de Propé - 5 Avril 1962

Vers 20h 30 il n'y a que 55 présents. Le Président de l'I.E.P. propose de transformer l'A.G. en réunion d'information, quitte à revenir à la forme de l'A.G. si le quorum était atteint à 20h,45. Ce ne fut pas le cas, mais on décida tout de même de faire des votes indicatifs de façon à mandater nos délégués au Congrès de la FGEL et éventuellement à celui de l'UNEF. Le Président commence un exposé sur la situation après le demi échec de la grève du zèle (et celui de l'A.G. de ce soir) et dit notamment qu'il faut replacer les problèmes dans un contexte plus général et, pour la mise en question des structures de la société bourgeoise, sur un plan de regroupement plus général, c'est le Syndicat seul qui est le cadre efficace et, pour nous, l'UNEF. S'élabore ensuite une discussion intéressante sur la reconversion que doit accomplir l'UNEF après le cessez-le-feu. Un accord se réalise sur les formes de revendications à promouvoir. On passe ensuite à une discussion pour savoir si l'UNEF doit continuer à travailler dans la commission le Gorgeu du IVème Plan économique.

Un rapporteur fait un exposé s'inspirant des conclusions de la commission de la FGEL chargée d'étudier ce problème. L'idée centrale est que participer au Plan, c'est apporter notre caution à ses conclusions et, par là même, renoncer à toute revendication. Après cet exposé, la discussion s'élève immédiatement, parmi de nombreuses interventions des camarades soutiennent une thèse opposée à celle du Rapporteur et selon laquelle on peut très bien participer aux Commissions sans approuver les conclusions du Plan et sans renoncer à nos formes d'actions propres. Deux motions contradictoires sont présentées. La motion demandant le maintien au Plan est adoptée à une forte majorité.

P.S. La crise argentine

- Cet article nous est parvenu avant le 1er Mai où, contrairement aux prévisions de certains observateurs, il ne s'est rien passé, ceci ne fait, d'ailleurs que confirmer l'analyse des forces en présence faite par notre camarade Sud-Américain.

-PERSPECTIVES-



Perspectives

Cahiers bimensuels de la Section Sorbonne-Lettres
Mai 1962